

Action sociale infos

Juillet-Août 2024

La lettre d'information de l'action sociale du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer



A LA UNE

Sport et handicap : une Police toujours plus inclusive !

Pour changer de regard sur le handicap, jeudi 27 juin 2024, la mission Handicap de la Police nationale a organisé, dans l'Atrium du bâtiment Lumière (Paris 12^e), une action de sensibilisation « Police : Sport & Handicap, une équipe gagnante ! ».

Cette manifestation a été l'occasion de présenter les dispositifs d'accompagnement à destination des agents en situation de handicap et des personnels aidants familiaux et de promouvoir les bénéfices du sport dans le parcours de reconstruction des personnes handicapées (handicap au cours de la vie, blessures en service...).

Les ateliers handisport et activités ludiques ont permis aux participants de mieux comprendre les situations de handicap : le tir laser (Fédération sportive de la Police nationale), le tennis de table fauteuil (Fédération française handisport), la Box PPO (structure de fitness mobile) ou encore un mur interactif.

Des athlètes handisport étaient présents : **Estelle Marsa-Gallant** (policière, discipline volley assis), **Thomas Peyroton-Dartet** (policier, discipline paracyclisme), **Emmanuel Feray** (policier, discipline parakayakisme), **Cédric Nankin** (assistant animation réseau SNCF, discipline rugby fauteuil) et **Thomas Régent** (association « Le sport de Titou », discipline triathlon avec son frère en situation de handicap). Ces parasportifs ont pu partager leurs parcours inspirants et échanger avec les agents.

Sur les stands d'information, les participants ont reçu des conseils en matière de prévention santé, nutrition, sport. Ils ont été informés sur les actions et les dispositifs mis en œuvre en matière de handicap au sein des services de police avec des témoignages humainement très forts, notamment celui de **Nicolas Mialane**.

Des ateliers de réflexologie et de massages assis réalisés par une personne mal voyante ont constitué la « bulle bien-être » de cette journée.

La Police nationale s'est engagée en faveur d'une politique du handicap ambitieuse pour répondre pleinement aux enjeux d'inclusion et renforcer l'exigence de solidarité envers les policiers blessés nécessitant la prise en charge d'un handicap.

Le plan d'action Handicap mis en œuvre depuis le 30 août 2023 a pour objectifs :

- une meilleure prise en compte de l'accessibilité du public en situation de handicap sollicitant l'assistance de la police nationale.
- le soutien aux policiers aidants familiaux de personnes handicapées.
- le renforcement et la professionnalisation du réseau des référents handicap.
- une application plus efficiente de la politique d'insertion et de maintien des personnels en situation de handicap par les services de gestion.
- le développement d'une communication positive interne et externe sur le handicap en police.

La mission Handicap de la Police nationale, rattachée à la sous-direction de la prévention, de l'accompagnement et du soutien des personnels (SDPASP) de la direction des ressources humaines, des finances et des soutiens (DRHFS) est chargée de piloter le déploiement du plan d'action pour l'ensemble des services de Police.

Pour une déclinaison au plus près des agents, la mission Handicap s'appuie sur un réseau de plus de 200 référents handicap affectés dans les directions nationales et zonales de police, les services spécialisés, les SGAMI et les SATPN.



Interview association Titou et Nankin



Le box fitness



Le ping-pong

Vos référents Handicap en Police : Intranet de la DRHFS : <http://drhfs.minint.fr/>

Rubrique : Prévention, Accompagnement, Soutien personnels - Familles / Action sociale / Le handicap

Liste des correspondants Handicap de la Police nationale

La mission Handicap de la Police nationale : Boîte fonctionnelle : drhfs-sdpasp-financement-handicap@interieur.gouv.fr

Tél : 01 80 15 39 85

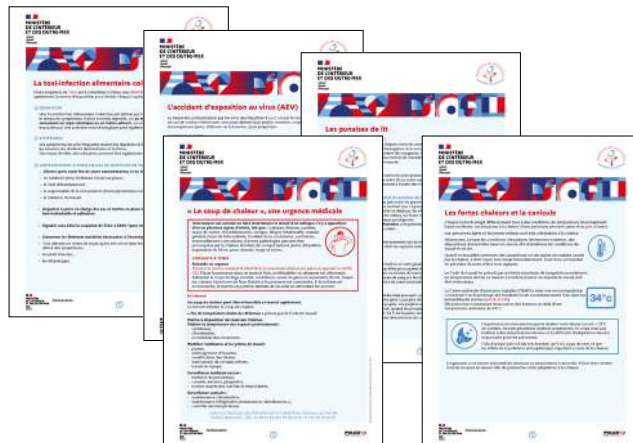
Votre correspondante nationale handicap : Valérie Suchaud-Merckens - Mél. handicap@interieur.gouv.fr

Site Intranet de l'action sociale/Handicap / [Qui contacter ?](#)

Les fiches « conseils et conduites à suivre » de la médecine de prévention

A l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, le service de la médecine de prévention vous propose des informations, des conseils et des conduites à suivre afin d'améliorer la prise en charge des principaux risques en matière de santé en cette période d'été.

Retrouvez ces fiches en ligne dans l'actualité dédiée aux JOP Paris 2024 en première page du [site Intranet de l'action sociale](#).



Journée Prévention Santé (JPS) à la préfecture de la Meurthe-et-Moselle (54)

Une JPS s'est tenue le 16 mai 2024 à la préfecture de la Meurthe-et-Moselle. Cette manifestation, organisée par la SDASAP/DRH en partenariat avec les mutuelles MGP et Intériale, a permis à 134 agents de participer aux différents ateliers proposés sur l'ensemble de la journée.

Ainsi, les agents de la préfecture et du Secrétariat général commun départemental ont pu bénéficier des recommandations de professionnels sur le sommeil, la nutrition, l'ergonomie au travail ou encore la gestion du stress.

Les conseils des professionnels, lors des ateliers collectifs, ont permis d'apprendre à s'appuyer sur la respiration dynamisante ou relaxante pour se recentrer ou encore des mouvements simples permettant de limiter les troubles musculo-squelettiques. Ces ateliers ont également été des moments de cohésion qui ont favorisé la création d'un lien entre les agents.

Des entretiens individuels plus spécifiquement ciblés sur la nutrition ou le dépistage du stress ont suscité des échanges avec des intervenants qualifiés et fait de cette journée un moment privilégié pour les personnels.

Contact : Jenny Brunat, cheffe du service départemental d'action sociale / Pôle ressources humaines.
Mél. jenny.brunat@meurthe-et-moselle.gouv.fr



Journée Prévention Santé (JPS) à la préfecture de la Creuse (23)

Le 11 juin dernier, s'est déroulée une JPS sur le site de la cité administrative de Guéret, en partenariat avec les mutuelles Intériale et MGP.

Cette journée organisée par le Secrétariat général commun départemental (SGCD) avec l'appui de la SDASAP/DRH, était ouverte aux agents de la préfecture, de la sous-préfecture, du SGCD et des directions départementales interministérielles (DDI) de la Creuse.

Après avoir été accueillis autour d'un café par Franck Martinie, directeur du SGCD, six ateliers thématiques ont rythmé la journée :

- ergonomie sur poste de travail ;
- mise en mouvement ;
- gérer son stress par la respiration ;
- dépistage du stress ;
- sommeil et récupération ;
- analyse de la composition corporelle.

Ce sont près de 40 agents qui ont participé aux différents ateliers de la journée animés par des intervenants qualifiés tels qu'ergonome, diététicienne, sophrologue ou encore coach sportif. Cette journée a été très appréciée et a rempli l'objectif d'apporter différents conseils et recommandations aux agents pour se sentir bien au quotidien.

Contact : Corinne Billard, responsable du pôle action sociale et médecine de prévention / SGC de la Creuse
Mél. sgc-action-sociale@creuse.gouv.fr



Résurgence de la coqueluche en France

Après un premier appel à la vigilance en avril 2024 sur la recrudescence de la coqueluche en Europe et en France au 1^{er} trimestre 2024, Santé publique France confirme le démarrage d'un nouveau cycle épidémique sur le territoire. Alors qu'au 1^{er} trimestre, quelques régions rapportaient des cas groupés, l'ensemble du territoire est désormais concerné avec des hausses importantes, tous réseaux de surveillance confondus.

La coqueluche est une maladie bactérienne respiratoire très contagieuse, qui peut entraîner des complications graves (pulmonaires et neurologiques), en particulier chez le nourrisson de moins de 6 mois non encore protégé par la vaccination.

Cette maladie se transmet par voie aérienne au contact d'un sujet infecté, notamment par la toux, et se propage essentiellement au sein des familles ou des collectivités de vie (crèches, établissements scolaires, établissements médico-sociaux, milieu professionnel...). On déplore à ce jour 17 décès depuis début 2024.

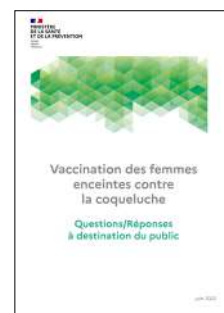
La stratégie vaccinale contre la coqueluche repose sur la vaccination obligatoire depuis 2018 des enfants à partir de 2 mois, suivie de rappels vaccinaux à 6 ans, 11-13 ans et à 25 ans. Il est également fortement recommandé aux femmes enceintes de se faire vacciner, en privilégiant la période allant du 5^{ème} au 8^e mois de grossesse, afin de protéger le nourrisson jusqu'à ses 6 mois. Cette vaccination est essentielle étant donné que, sur les 17 décès dénombrés à ce jour en 2024, 12 concernent des nourrissons de 1 à 2 mois qui n'étaient pas encore protégés par la vaccination.

La vaccination des femmes enceintes permet en effet, pour les nourrissons de moins de 3 mois, de diviser par 4 le risque de coqueluche, de réduire de moitié le nombre d'hospitalisations et de réduire de 95 % le nombre de décès liés à la coqueluche. C'est une vaccination très efficace et sûre, tant pour la femme enceinte que pour son enfant à naître.

Pour en savoir plus :

- [Coqueluche - Ministère du travail, de la santé et des solidarités](https://sante.gouv.fr) (sante.gouv.fr).
- [Coqueluche | Vaccination Info Service](https://vaccination-info-service.fr) (vaccination-info-service.fr).
- [Résurgence de la coqueluche en France : les mesures de prévention sont essentielles pour éviter des cas graves et des décès chez les nourrissons](https://santepubliquefrance.fr) (santepubliquefrance.fr).
- [La vaccination des femmes enceintes contre la coqueluche : Questions-réponses à destination du public](#)

Source : [ministère du Travail, de la santé et des Solidarités](#)



Besoin d'aide ?

Agents du périmètre du Secrétariat général,
le ministère met à votre disposition le numéro suivant :

La cellule d'écoute

Vous êtes victime ou témoin de discrimination
ou de harcèlement moral et sexuel :
En parler, c'est agir !

ALLO-DISCRI : 01 80 15 33 00
cellule-allo-discri@interieur.gouv.fr



Votre correspondant handicap de proximité

sur le site Intranet de l'action sociale en suivant ce lien :

<https://actionsociale.interieur.rie.gouv.fr/index.php/handicap/288-qui-contacter>



Don de sang et générosité : l'engagement solidaire du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer

En partenariat avec l'Établissement français du sang (EFS), trois nouvelles collectes ont été organisées en administration centrale depuis le début de l'année, démontrant ainsi un engagement constant. 77 donateurs sur le site de Lumière, 82 à Garance, et 37 à Lognes ont pu contribuer de manière significative à sauver des vies.

Chaque don peut sauver jusqu'à trois vies, et les besoins en sang ne prennent jamais de vacances. C'est pourquoi chacun d'entre vous est encouragé, durant l'été, à continuer sur cette belle lancée. Les centres de collecte restent ouverts partout en France et des collectes mobiles peuvent se tenir sur votre lieu de vacances.

Pour savoir dès maintenant si vous pouvez faire un don, [faites le test en ligne](#)

Vous pensez manquer de temps ? Le don de sang ne dure pas plus d'une heure.

Vous pensez qu'il n'y a pas de collecte autour de chez vous ? En quelques clics, trouvez la collecte la plus proche de votre domicile, votre travail ou de votre villégiature et [réservez un créneau](#).

Vous pensez qu'il y a assez de dons ? Le sang est irremplaçable et sa durée de vie est limitée ce qui implique la nécessité de donner tout au long de l'année.

Des raisons supplémentaires peuvent vous convaincre de donner votre sang :

- **Un geste altruiste :** en donnant de votre sang, vous contribuez à sauver des vies, à aider les accidentés de la route, les malades chroniques et les personnes subissant des interventions chirurgicales.
- **Un bienfait pour la santé :** les donateurs réguliers bénéficient d'un suivi de santé gratuit et peuvent même être détectés de certaines maladies précocement.
- **Un impact immédiat :** chaque don est rapidement utilisé pour aider ceux qui en ont le plus besoin.

Merci à tous pour votre engagement !

Plus d'informations sur le site intranet de l'action sociale / [Actualités](#)



Les nuits de bien-être au Centre de rétention administratif (CRA) de Paris

Deux nuits de sensibilisation se sont tenues le 10 et 13 juin 2024 à la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération (DSPAP) au CRA, pour l'ensemble des agents nuitaux affectés sur le site de la Redoute de Gravelle paris 12^e, le CRA, la 31^e et 32^e compagnie, la compagnie cynophile.

Cette manifestation a été organisée par la DSPAP/CRA et la sous-direction de la prévention et de la qualité de vie au Travail (SDPQVT)/DRH/PP, et plus particulièrement, le bureau de l'accompagnement social et de la politique d'accueil de la petite enfance (BASPE), la structure d'aide et de lutte contre les addictions (SALCA) et Hélène Guerin, la psychologue du travail en partenariat avec les médecins transmetteurs, l'ANAS, Objectif Care, Casden banque populaire, ainsi que l'association « Terrasse végétale ».

L'objectif de ces 2 nuits est de promouvoir la qualité de vie au travail et de mieux appréhender les services de soutien de la SDPQVT et les associations œuvrant pour le bien être des agents de la préfecture de Police de Paris.

Des ateliers interactifs et stands de sensibilisation ont été mis en place afin de favoriser une amélioration dans la gestion du stress, une détente physique et mentale, une réduction des tensions, un sentiment de bien être et d'apaisement : sophrologie, réflexologie, thérapie corporelle, nutrition, fabrication de terrarium végétal en collectif, ouvrir le dialogue autour de la santé.

A l'issue de ces nuits des photos seront proposées aux agents et feront par la suite l'objet d'une exposition au CRA en souvenir de ces instants de cohésion et de partage.

Contact : Zohra Kaci-Chaouche, assistante de service social / Bureau de l'accompagnement social et de la politique d'accueil de la petite enfance / Sous-direction de la prévention et de la qualité de vie au travail / DRH / Préfecture de Police de Paris

Mél. fatma.kaci-chaouche@interieur.gouv.fr



Bilan du programme d'accompagnement sportif et diététique animé par la fondation Jean Moulin

Ce programme, qui a débuté il y a 10 mois, avait pour objectif d'accompagner sur le plan sportif et diététique 30 agents sur le site de Beauvau et 30 agents sur le site de Lumière. Cette action s'inscrivait dans une démarche d'ensemble conduite par la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel visant à prévenir les effets de la sédentarité sur la santé des agents du MIOM.

Notons que sur 60 agents engagés, environ la moitié ont pu poursuivre l'expérience jusqu'à son terme.

Celle-ci ayant pour but d'être partagée avec le plus grand nombre d'agents, 3 participants avaient fait part de leurs ressentis au bout de quelques mois, ils témoignent aujourd'hui de leur bilan personnel en fin de parcours.

Sophie, 50 ans, travail de bureau

1/ Après 10 mois d'accompagnement sportif et diététique, avez-vous réussi à intégrer la régularité de vos nouvelles pratiques dans votre emploi du temps quotidien ? Quelle a été la valeur ajoutée de ce programme pour vous ?

J'ai continué à intégrer la pratique sportive à mon quotidien personnel et professionnel en me dégageant du temps sur les fins de journée, s'agissant des rendez-vous diététiques, il a fallu régulièrement déplacer les créneaux initialement prévus en journée au regard de contraintes professionnelles de dernière minute. En fonction de la charge de travail et des missions occupées, les priorités ne vont pas toujours aux loisirs destinés au bien-être même si la pratique sportive devrait faire partie intégrante de notre temps de travail... Un esprit sain dans un corps sain.

2/ Avez-vous réussi à trouver l'équilibre alimentaire qui répond à vos besoins en quantité et en variété ? Quelles sont les erreurs que le diététicien a pu corriger auprès de vous ? Les conseils diététiques m'ont permis de réfléchir à certaines pratiques ou dérives alimentaires dont je n'avais pas forcément conscience (taux de sucre dans les aliments, équilibre entre aliments cuits et crus...).

Nicolas, 35 ans, travail de bureau

1 / Après 10 mois d'accompagnement sportif et diététique, avez-vous réussi à intégrer la régularité de vos nouvelles pratiques dans votre emploi du temps quotidien ? Quelle a été la valeur ajoutée de ce programme pour vous ? Oui, le fait que la salle de sport soit à proximité immédiate du lieu de travail m'a permis de l'intégrer à mon emploi du temps avec régularité. Principalement en soirée et occasionnellement à la pause de midi.

2 / Avez-vous réussi à trouver l'équilibre alimentaire qui répond à vos besoins en quantité et en variété ? Quelles sont les erreurs que le diététicien a pu corriger auprès de vous ? Je n'ai pas énormément utilisé le programme diététique. Même si j'ai retenu que pour l'assimilation des nutriments il est très important d'avoir une alimentation variée et équilibrée.

3 / Avez-vous connu des moments de démotivation pendant cette période ? Si oui, comment les avez-vous dépassés ? Pas vraiment, il faut dire que le fait d'avoir un coach prof de sport est très motivant, tout comme retrouver des collègues de différents niveaux aussi.

4 / Au-delà de ses effets sur votre santé, le sport est-il devenu une activité qui vous procure du plaisir ? Oui.

5 / Comment projetez-vous de faire perdurer les bénéfices de ce programme ? Inscription en salle de sport ou en club pour pratiquer collectivement ? Marche à pied quotidienne en solitaire ? Je me suis finalement inscrit à la salle de sport du bâtiment Lumière, et je fais du sport avec des amis quand je suis en vacances.



3/ Avez-vous connu des moments de démotivation pendant cette période ? Si oui, comment les avez-vous dépassés ?

Je n'ai pas eu de moments de démotivation juste un manque de temps.

4/ Au-delà de ses effets sur votre santé, le sport est-il devenu une activité qui vous procure du plaisir ? Le sentiment de déconnexion est, à mon sens, une résultante essentielle dans la pratique sportive. J'ai plaisir à participer aux séances de sport en raison de la diversité des activités proposées, du soutien de l'encadrement et de l'effet de groupe positif, sans jugement et sans esprit de compétition.

5/ Comment projetez-vous de faire perdurer les bénéfices de ce programme ? Inscription en salle de sport ou en club pour pratiquer collectivement ? Marche à pied quotidienne en solitaire ? Je souhaite pouvoir continuer à fréquenter une salle de sport sur mon lieu de travail car cela permet un accès facilité de proximité à des installations sportives. J'apprécie tout particulièrement la pratique du sport au sein d'un groupe dans un cadre convivial et détendu. Aussi je n'exclus pas d'avoir une activité sportive extérieure au travail dès lors que les critères correspondent à ces dernières attentes. Je continuerai également à concilier au mieux une alimentation saine et équilibrée à la pratique sportive quotidienne pour garder la forme !



Nathalie, 30 ans, travail de bureau

1 / Après 10 mois d'accompagnement sportif et diététique, avez-vous réussi à intégrer la régularité de vos nouvelles pratiques dans votre emploi du temps quotidien ? Quelle a été la valeur ajoutée de ce programme pour vous ? J'ai été contrainte d'arrêter le programme suite à une blessure. En terme d'alimentation, je suis les grands principes que j'applique tant que possible, j'ai cependant du mal avec les quantités à respecter. Pour le sport j'ai pu reprendre récemment, 2 fois par semaine et j'en suis satisfaite. J'ai trouvé mon rythme côté sport et cela est important. La valeur ajoutée est le rééquilibrage alimentaire dont nous n'avons pas forcément toutes les clés, il ne suffit pas de manger des salades de crudités tous les jours !

2 / Avez-vous réussi à trouver l'équilibre alimentaire qui répond à vos besoins en quantité et en variété ?

Quelles sont les erreurs que le diététicien a pu corriger auprès de vous ? Pour ce qui est des quantités, j'ai eu du mal à intégrer les féculents comme conseillé en plus des légumes, protéines... Malheureusement ma « petite » addiction au sucre est difficile à arrêter.

3 / Avez-vous connu des moments de démotivation pendant cette période ? Si oui, comment les avez-vous dépassés ? Oui j'en ai connu suite à ma blessure, et je n'ai pas réussi à les dépasser ce qui est un échec pour moi.

4 / Au-delà de ses effets sur votre santé, le sport est-il devenu une activité qui vous procure du plaisir ? J'en fait 2 à 3 fois par semaine et le programme m'a remotivée à ce niveau-là ! Merci à François pour son soutien sans faille !

5 / Comment projetez-vous de faire perdurer les bénéfices de ce programme ? Inscription en salle de sport ou en club pour pratiquer collectivement ? Marche à pied quotidienne en solitaire ? Je continue le sport, j'ai ma petite routine sportive collective et individuelle.



Le départ en retraite anticipée pour conjoint invalide

Les fonctionnaires ayant un conjoint atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable le plaçant dans l'impossibilité d'exercer une quelconque profession peuvent, sous certaines conditions, bénéficier de leur retraite avant leur âge légal.

Les conditions :

- **Le fonctionnaire** doit avoir effectué au moins quinze ans de service.
- **Le conjoint** doit être atteint d'une pathologie le rendant inapte à l'exercice d'une quelconque profession.



La procédure : le fonctionnaire doit demander par écrit, à son bureau des ressources humaines, le bénéfice de cette retraite anticipée. Le formulaire-type de demande (EPI10) est en ligne sur le site Intranet de l'action sociale / Rubrique [retraite](#)

Attention, la demande ne doit pas être faite sur l'ENSAP car il s'agit d'une procédure spécifique, non dématérialisée.

Le bureau RH mandate ensuite un médecin agréé afin de réaliser l'expertise médicale du conjoint. Le conjoint devra obligatoirement se soumettre à cette expertise.

L'expertise médicale a pour objet de désigner la pathologie dont est atteint le conjoint et de se prononcer sur son inaptitude à l'exercice de toutes professions. Une inaptitude partielle, uniquement pour certaines professions, ne permet pas le départ anticipé.

Le service des retraites de l'État, après analyse des droits du fonctionnaire, liquide la pension.

La pension : la pension attribuée n'est pas une pension d'invalidité, elle n'ouvre pas droit à la majoration de pension pour assistance constante d'une tierce personne. Elle est calculée selon la durée des services effectués et selon les bonifications (pour enfants ou autres) acquises à la date de départ en retraite.

La décote s'applique si le fonctionnaire n'a pas le nombre de trimestres requis selon l'année de son départ.

Par exemple, pour un départ en 2025, à moins de 60 ans, le fonctionnaire devra avoir acquis 170 trimestres, tous régimes de retraite confondus, pour ne pas subir de décote.

Le service des retraites de l'État est à la disposition des fonctionnaires pour réaliser un « entretien information retraite » qui leur permettra de connaître leurs droits et de bénéficier d'une estimation de leur pension.

Les contacts et liens utiles :

ENSAP, pour vérifier vos données de carrière et de famille, réaliser une simulation de pension en autonomie :

<https://ensap.gouv.fr>

SRE (service des retraites de l'État) : <https://retraitedeletat.gouv.fr>, rubrique « je contacte mon régime »

Tél. **02 40 08 87 65** (choix 2)

Portail inter-régimes : <https://www.info-retraite.fr>

RAFP : <https://www.rafp.fr>

Site Intranet de l'action sociale/Rubrique Retraite : <https://actionsociale.interieur.rie.gouv.fr/index.php/retraite>

Chiens guides, le saviez-vous ?

- Plus de 200 chiens guides sont remis gratuitement chaque année à des personnes aveugles ou malvoyantes par les associations de chiens guides affiliées à la Fédération française des associations de chiens guides d'aveugles et certifiées par les préfetures. Plus de 6 000 chiens ont été éduqués depuis 1952.
 - Il faut 1 an de pré-éducation en famille d'accueil bénévole et minimum 6 mois d'éducation pour faire d'un chien un guide. Il passera ensuite le certificat d'aptitude au guidage (CAG), indispensable à sa remise à une personne déficiente visuelle.
 - Le coût de l'élevage, de la formation, de la remise et du suivi d'un chien guide est estimé à 25 000 €.
 - L'accès du chien guide aux transports et lieux ouverts au public est un droit inscrit dans la loi, notamment celle de 2005 sur l'égalité des droits et des chances. La loi est claire, le chien guide accompagnant une personne en situation de handicap, ainsi que les personnes en charge de son éducation, ont le droit d'entrer dans un hôtel, un taxi, un train, un avion (en cabine), un commerce, un cabinet médical, un lieu de travail, de formation ou d'éducation. Le chien guide est dispensé de muselière et son accès ne doit pas faire l'objet de frais supplémentaires.
- > Il peut être fait appel aux forces de l'ordre de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale pour faire respecter le droit d'accès des chiens guides.

Fédération française des associations de chiens guides d'aveugles :

www.chiensguides.fr

Association nationale des maîtres de Chiens :

www.anmcga.chiensguides.fr

École de chiens guides de Paris :

www.chiensguidesparis.fr

Pour plus d'informations sur la mission handicap/DRH, connectez-vous sur le site Intranet de l'action sociale / Rubrique [Handicap](#)



Benoît Coulon, agent au ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, vous présente Umour en visite au musée du Louvre !

Avec mon épouse, nous sommes famille d'accueil d'Umour, un élève chien guide de l'École de chien guide pour aveugles et malvoyants de Paris. Cette école est titulaire de la labellisation délivrée par le Préfet de la région Île-de-France. En famille, nous sommes allés au musée du Louvre pour la nocturne

un vendredi soir. Dès notre arrivée, à l'extérieur de la pyramide, nous avons présenté les papiers d'Umour, remis par l'école de chien guide de Paris, puis nous avons été pris en charge par un agent de sécurité jusqu'au point de filtrage. Nous avons discuté avec plusieurs agents du musée et d'autres visiteurs de notre rôle de famille d'accueil. Arrivés dans la salle d'exposition de la Joconde, j'attendais sur le côté pendant que mon épouse et ma fille étaient dans la file d'attente pour la contempler et un agent du musée m'a proposé d'aller voir la Joconde de près et de prendre une photo. Cela fait partie des moments particuliers que l'on vit avec Umour.

Au-delà, de cette anecdote, je suis heureux de voir que les procédures sont souvent, comme ici, parfaitement rodées avec les familles d'accueil, de savoir que les bénéficiaires d'un chien guide seront bien accueillis.

Le dispositif HORATY : nouveau marché de garde en horaires atypiques des enfants

Vous êtes parent d'enfant(s) de moins de 13 ans et vous travaillez en horaires décalés avec une prise de service après 20 h 00 ou avant 7 h 00, le week-end et/ou les jours fériés ?

Pour mieux concilier vie familiale et vie professionnelle, le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (MIOM) renforce sa politique sociale de l'enfance par le déploiement en France métropolitaine et dès le 1^{er} juillet 2024, d'un nouveau dispositif de garde en horaires atypiques dénommé HORATY (HORaires ATYpiques).

Si vous êtes une famille monoparentale ou un couple dont les deux parents travaillent en horaires atypiques, vous pouvez bénéficier de solutions d'accueil adaptées pour vos enfants, et ce dès la fin du congé maternité et jusqu'aux 13 ans des enfants, chez une assistante maternelle ou un intervenant à votre domicile. Dans ce cadre, le ministère prend en charge une partie du surcoût horaire généré par l'atypie, en vous versant des indemnités compensatoires des horaires atypiques sous la forme de CESU.

Ce nouveau dispositif a été présenté à l'occasion du groupe de travail enfance-famille de la Commission nationale d'action sociale du 25 juin 2024 et deux webinaires ont été organisés au cours du mois de juin à l'attention de l'ensemble des Secrétariats généraux communs départementaux (SGCD), avec la participation du prestataire Domiserve chargé de sa mise en œuvre.

Pour vous inscrire, vous devez vous rapprocher du service d'action sociale de votre SGCD, du service RH en charge de l'action sociale ou du bureau des politiques ministérielles de l'enfance et du logement (DRHFS/SDPASP/BPMEL) si vous êtes affecté en centrale. Ils vous orienteront ensuite vers le prestataire DOMISERVE pour vous accompagner pour toutes les démarches liées au dispositif HORATY.

Pour en savoir plus : site Intranet de l'action sociale / Rubrique [Enfance](#)



Au SGAMI Sud-Est (69)

Atelier de sensibilisation au travail sur écran

Un premier atelier de sensibilisation aux bonnes postures pour le travail sur écran s'est déroulé mercredi 12 juin au sein de la direction de l'équipement et de la logistique (DEL), organisé par l'assistant de prévention Nicolas Maindret.

L'infirmière de prévention de l'AST (Aménagement des situations de travail) Grand Lyon, Marine Grégoire, a apporté des conseils ergonomiques aux 8 agents présents, en poste aux ateliers auto, à la réception et au pôle administratif.



Cet atelier d'une durée d'une heure trente a ravi les participants qui ont particulièrement apprécié allier la théorie à la pratique.

Marine Grégoire s'est rendue sur chacun des postes de travail des agents présents pour réfléchir à leur posture quotidienne en collaboration avec le groupe.

Les ateliers se poursuivent au SGAMI !

Une deuxième session s'est déroulée le jeudi 27 juin sur le site de Baraban (Lyon), mise en place par Patricia JEGARD, assistante de prévention du site.

Une troisième session se déroulera sur le site Gouverneur (Lyon), le 11 juillet, à l'initiative de Melika Kherachi, assistante de prévention du site.

Pour plus d'informations sur ces ateliers, contactez : l'[assistant de prévention](#) de votre site ou la conseillère de prévention : sarah.davenne@interieur.gouv.fr

Consultez la [présentation](#) et la [fiche de conseil](#)

Pour en savoir plus : [Travail sur écran et atelier de sensibilisation](#)

À la préfecture du Rhône (69)

Modes de garde pour les enfants des agents de l'État mobilisés dans le Rhône pendant les JOP

Afin d'accompagner au mieux les agents de l'État mobilisés dans le cadre de l'organisation des JOP, le SGC du Rhône a procédé à un recensement des besoins de garde d'enfants pour proposer des modalités de garde et d'activités adaptées.

Un conventionnement a été conclu pour la garde des enfants âgés de 0 à 4 ans avec un partenaire bien connu du marché régional d'attribution de places en crèche. Cette offre permet l'accueil de ces enfants dans deux crèches hospitalières ouvertes durant l'été, avec des amplitudes horaires élargies (6 h 00 - 22 h 00) répondant ainsi au besoin des actifs.

Un second conventionnement avec un partenaire local de la SRIAS, l'Association sportive universitaire lyonnaise (ASUL) a permis de proposer des stages sportifs pour les enfants âgés de 4 à 13 ans encadrés par un personnel qualifié.

Ces propositions adoptées en CLAS permettent de compléter localement le dispositif d'heures de garde à domicile offert par le prestataire BABYCHOU.

Un guide de l'action sociale spécial JOP 2024 a été confectionné par le SGC et diffusé à l'ensemble des correspondants d'action sociale et des assistantes de service social.

Contact : **Muriel Prosper**, cheffe de bureau de l'action sociale, de l'accompagnement et des conditions de travail / DRH / SGCD69. Mél. sgc-direction@rhone.gouv.fr



Au SGCD de la Saône-et-Loire (71)

Création d'un livret des prestations sociales pour les agents de l'ATE

L'unité Action sociale et formation du service des ressources humaines du Secrétariat général commun (SGC) de Saône-et-Loire a conçu un livret des prestations sociales à destination de l'ensemble des agents du périmètre de l'administration territoriale de l'État (ATE) du département.

Ce livret a pour objectif de mieux faire connaître les prestations existantes, qu'elles soient interministérielles ou spécifiques à chaque ministère d'appartenance des agents qui composent l'ATE : intérieur, écologie, agriculture, ministères sociaux et finances.

Il est communiqué aux nouveaux arrivants et mis à disposition de tous les agents via l'[Intranet de la préfecture et du SGCD71](#).

Il a vocation à être enrichi et actualisé.

Pour plus d'information sur la conception du livret :

sgc-action-sociale@saone-et-loire.gouv.fr

Sur le même principe, l'unité action sociale et formation a conçu un guide la formation, également disponible sur l'[Intranet](#)

Pour plus de renseignements : sgc-formation@saone-et-loire.gouv.fr

Contact : **Sindie Froment**, cheffe de l'unité action sociale et formation / SRH / SGCD71

Mél. sgc.action-sociale@saone-et-loire.gouv.fr



Journée de sensibilisation des cadres de la Préfecture et du SGCD à la « Qualité de Vie au Travail » le mardi 9 avril 2024 à la préfecture

Une quarantaine de cadres ont participé à cette journée organisée par la SDRF et animée par le cabinet OBEA.

La journée a débuté par un accueil café des participants suivi d'un discours d'ouverture du Préfet, accompagné par la Secrétaire générale.

La matinée s'est poursuivie avec une session plénière avec comme sujet « **La qualité de vie au travail de quoi parle-t-on ?** ».

Cette session a donné lieu à un atelier exploratoire « **Favoriser la coopération au sein de l'équipe et de nouveaux modes de collaboration** » dont l'objectif était de créer une réflexion et une mise en évidence des bonnes pratiques.

Une seconde session plénière a eu lieu sur « **Le rôle du manager et le management de la QVT au sein de son service** ».

Suite à cette matinée intense, les participants ont pu se restaurer tous ensemble autour d'un **buffet déjeunatoire**. Ce temps convivial a été apprécié par tous et a notamment favorisé l'interconnaissance entre les agents des différents services de la Préfecture et du SGCD.

L'après-midi a repris avec l'atelier « **Évaluer et réguler la charge de travail des membres de l'équipe** ». Puis un troisième atelier sur le thème « **Favoriser l'engagement et la motivation de ses collaborateurs dans un contexte incertain/ de transition** ».

La journée s'est terminée par une restitution des 3 ateliers, une présentation des modalités de capitalisation de la journée et des ressources pour aller plus loin ainsi qu'une évaluation de la journée.

La Secrétaire générale a clôturé cette journée en remerciant les participants, les animateurs et le SGCD pour l'organisation.

Contact : **Florence Poncet**, directrice adjointe / SRH / SGCD71 - Mél. sgc.action-sociale@saone-et-loire.gouv.fr



À la préfecture de l'Ardèche (07)

L'action sociale avec les QR code

Comment informer des agents qui ne se trouvent pas toujours devant leur écran ?

C'est à partir de cette problématique et de la nécessité nationale de contribuer à la dématérialisation que le service d'action sociale de l'Ardèche (Félix Bagny et Anne Décret) a mis en place, depuis 2022, des QR Code.

Qu'est ce qu'un QR Code ? C'est un lien auquel on accède par un smartphone. Au lieu de cliquer, on flashe !...

Félix Bagny et Anne Décret : « Nous avons commencé par créer des formulaires sur la plateforme « démarches simplifiées », qui devaient faciliter, dans un premier temps, les extractions pour les statistiques. Puis, nous avons transformé les liens en QR code, pour nos collègues de la police nationale principalement, par le biais d'affiche A3 que nous avons imprimées. L'action sociale est désormais accessible partout ! Le système n'est pas encore parfait mais il permet néanmoins à de nombreux agents de découvrir les aides au niveau de l'action sociale auxquelles ils ont accès. Depuis 2022, nous constatons une hausse des demandes chez les policiers ; du côté de la préfecture et du SGCD, les demandes restent stables avec une légère tendance à la hausse ».

Contact : **Anne Décret**, gestionnaire action sociale et dialogue social / BRH / SGCD07.

Mél. sgc-action-sociale@ardeche.gouv.fr

À la préfecture de Police de Paris

La Préfecture de Police de Paris a mis en valeur la Semaine de la Qualité de Vie au Travail, qui s'est tenue du 17 au 21 juin 2024, sur le thème « Anticiper le travail de demain ».

La direction des ressources humaines s'est ainsi mobilisée, avec l'appui de la direction de l'immobilier et de l'environnement, ainsi que des organisations syndicales, pour offrir aux agents de la préfecture de Police de Paris un espace de réflexion sur le travail de demain.

Chaque matin, un café-débat d'une durée de deux heures était proposé sur le site de Massillon, situé sur l'Île de la Cité, afin d'échanger, dans la bienveillance et la sérénité, des conditions dans lesquelles s'effectuera le travail de demain.

Les participants ont ainsi pu s'intéresser au télétravail, à l'impact de la transition écologique sur l'évolution des espaces de travail, à la semaine en 4 jours, au recours à l'innovation managériale pour redonner du sens aux missions, et au développement du sport au travail dans une optique de préservation de la santé.

CLAS 75 : la comédie musicale « le Roi Lion »

La Commission locale d'action sociale de la préfecture de Police (CLAS 75) a souhaité proposer des actions innovantes et a ainsi privatisé le théâtre Mogador pour faire découvrir à près de 1 400 personnes (agents et famille) la comédie musicale «le Roi Lion».

Cette action s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'isolement et a permis aux agents de passer un après-midi de détente avec leur famille ou leurs amis.

Le samedi 8 juin, les bénéficiaires de cette action ont pu découvrir ou redécouvrir sous forme de comédie musicale, la vie de Simba, jeune lionceau dont la vie va être semée d'embûches. La salle a été transportée au cœur de la savane grâce à l'interprétation des personnages, la gestuelle mimétique des comédiens et la mise en scène maîtrisée.

L'ensemble des élus de la CLAS se sont mobilisés pour l'organisation de cette action et la représentation, d'une durée de 2 h 30, a été saluée par l'ensemble des spectateurs.

Contact : Florence Malnoy, adjointe à la cheffe du BPSCT, chargée de mission QVT au bureau prévention, soutien et conditions de travail / Sous-direction prévention qualité de vie au travail / DRH

Mél. florence.malnoy@interieur.gouv.fr



Un escape game spécial MIOM pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024

Depuis sa première session en juillet 2023, plus de 400 agents de l'administration centrale ont participé à un escape game spécialement conçu par le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Son objectif était de mobiliser les agents autour de l'implication du ministère dans la préparation et la sécurisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et faire connaître les sportifs issus des rangs du ministère. Ce jeu a également été conçu pour être un outil de cohésion d'équipe.

Cet escape game a ainsi offert aux agents une expérience immersive leur permettant de s'approprier l'esprit et les enjeux des JOP Paris 2024 tout en renforçant les liens au sein des services participants.

La Bourgogne-Franche-Comté, La Nouvelle-Aquitaine, L'Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes ont également mis en place cette action.

Focus sur la préfecture de la Charente

Des sessions de l'escape game ont été organisées les 21 et 23 mai 2024

L'objectif était d'ouvrir le coffre et sauver la flamme, le tout en 40 minutes chrono.

38 participants au total, dont 6 agents de la préfecture, 18 du Secrétariat général commun départemental (SGCD), 6 de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) et 8 de la direction départementale des territoires (DDT).

Au programme : sport, réflexion, observation et accessoirement fous rires. Certains sont sortis avant l'heure, d'autres ont dépassé le temps imparti. Le nombre par équipe et l'expérience ont fait la différence. Félicitations aux joueurs ! Meilleur temps : 27'84.



Contact : Pôle Qualité de vie au travail/Prévention et action sociale/SGCD16.

Mél. sgc-action-sociale@charente.gouv.fr

À la préfecture de l'Ain (01)

Prévention santé : le développement de l'activité physique en milieu professionnel

Challenge sportif de l'administration territoriale de l'État (ATE)

Le secrétariat général commun départemental de l'Ain (SGCD01) a déployé au premier semestre 2024 un plan d'actions de sensibilisation et de développement de l'activité physique et sportive pour les agents de l'ATE afin de lutter contre les risques liés à la sédentarité.

Ce plan d'actions individuelles et collectives prévoyait en point d'orgue un challenge sportif inter-services organisé au mois de juin.

Les différentes actions mises en place ont été déclinées sous trois axes :

1 - Sensibilisation et prévention :

- deux conférences sur l'importance de l'activité physique et sportive en partenariat avec la plate-forme Sport Santé de l'Ain, en présentiel et en distanciel pour les agents situés dans des structures éloignées ;
- une conférence sur le rééquilibrage alimentaire ;
- la promotion de l'activité physique par la marche et en privilégiant les escaliers au lieu de l'ascenseur (messages incitatifs) ;
- des propositions d'exercices individuels à réaliser au bureau à l'aide de fiches d'exercices disponibles en ligne sur le site intranet du SGCD.

2 - Offre d'activités physiques et sportives :

- 20 séances collectives de cardio-training/stretching et pilates animées par des intervenants sur le temps de pause méridienne (2 ateliers par semaine) ;
- l'identification de deux parcours sportifs urbains accessibles aux agents ;
- le partage d'un agenda sportif sur l'intranet pour les événements sportifs locaux.

3 - Le challenge sportif ATE :

En écho aux jeux olympiques et paralympiques 2024, un challenge sportif a été organisé en partenariat avec le Comité départemental olympique et sportif de l'Ain (CDOS 01) le 14 juin 2024 au parc de loisirs de Bouvent à Bourg-en-Bresse. Chantal Mauchet, préfète de l'Ain, et Franck Rigon, président du CDOS 01 ont ouvert cette manifestation sportive, qui a réuni plus de 110 participants issus de tous les services de l'ATE dans l'Ain (préfecture, SGCD, DDT, DDETS, DDPP).

6 équipes aux couleurs des anneaux olympiques, composées d'agents issus de tous les services de l'ATE, se sont défiées autour de 6 disciplines :

- le speedminton (jeu de raquettes) ;
- l'aviron ergomètre ;
- le test sur vélo ;
- la course d'orientation ;
- la pétanque ;
- le tir à l'arc.



Les participants ont également eu la possibilité de découvrir d'autres sports comme le canoë, la boccia et le golf. Un quiz olympique final a permis de départager les trois premières équipes.

À la fin de la journée, chaque équipe s'est vue remettre le trophée « Terre de jeux 2024 », issu de l'entrepreneuriat local. Encadrées par des intervenants sportifs professionnels, les équipes ont concouru toute la journée avec énergie, bonne humeur et détermination pour gagner les points précieux à la victoire.

Le taux de participation et la satisfaction exprimés par les agents ont démontré leur vif intérêt et leur sensibilisation aux thématiques abordées. Le challenge sportif a contribué à l'amélioration de la qualité de vie au travail et a favorisé les échanges et la cohésion entre les agents issus des 5 structures du périmètre ATE.

Contact : Valérie Cervera-Ortiz, cheffe de bureau de la prévention, formation et de l'action sociale / BIPFAS / SGCD01.
Mél. sgc-direction@ain.gouv.fr

Une campagne de sensibilisation sur la sécurité des enfants en voiture et à vélo

Selon le bilan 2023 de l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR), 2 enfants sur 3 seraient mal ou pas attachés en voiture, augmentant le risque de blessures graves en cas d'accident. La sécurité routière lance [une campagne de sensibilisation](#) sur les risques du mauvais attachement des enfants et rappelle les règles et bonnes pratiques.

Quels dispositifs de sécurité pour circuler avec un enfant en voiture ?

Certaines règles s'appliquent spécifiquement aux enfants lorsque l'on circule en voiture pour assurer leur sécurité :

- **avant 10 ans**, l'enfant doit être attaché et installé à l'arrière, sur un siège homologué ;
- **après 10 ans**, l'enfant doit être attaché et peut s'installer à l'arrière ou à l'avant.

L'enfant doit s'installer sur un siège adapté à sa morphologie et à son poids (siège à coque, siège auto, rehausseur...).

À savoir : en cas de non-respect de ces obligations, le conducteur s'expose à une amende pouvant aller jusqu'à 750 €.

Rappel : peu importe l'âge, le port de la ceinture de sécurité est obligatoire pour tous les passagers.

Quelles règles pour transporter un enfant à vélo ?

Remorque vélo, vélo-cargo, vélo tandem... Autant de possibilités pour transporter un enfant à vélo, à condition de respecter certaines obligations :

- **jusqu'à 5 ans**, l'enfant doit être installé dans un siège muni de protections latérales, d'un harnais et de repose-pieds réglables ;
- **jusqu'à 12 ans**, le port d'un casque homologué et attaché est obligatoire. Au-delà, il est fortement recommandé.
- **jusqu'à 14 ans**, l'enfant doit être installé dans un siège muni de repose-pieds et d'une ceinture de sécurité.

Le siège sur lequel s'installe l'enfant peut être disposé à l'avant ou à l'arrière du vélo.

À noter : il est interdit de transporter un passager âgé de plus de 14 ans.

À savoir : la nuit, en cas de faible visibilité et hors-agglomération, le port d'un gilet de haute visibilité est obligatoire pour tous. En cas de non-respect de cette obligation, le cycliste s'expose à une amende pouvant aller jusqu'à 150 €.

Source : [Service.public.fr](https://service.public.fr)



Comment utiliser vos chèques-vacances ?

Trajets de train, nuits d'hôtel, séjours en camping, entrées de parc de loisirs ou de musées... à l'approche de la saison estivale, les chèques-vacances vous permettent de payer de nombreuses prestations. Vous pouvez également transformer à tout moment vos chèques du format papier au format digital [et inversement].



Le chèque-vacances est un dispositif de l'Association nationale des chèques-vacances (ANCV) à visée sociale. Il permet tout au long de l'année aux salariés du secteur privé et aux agents de la fonction publique de payer une partie de leurs vacances ou de leurs loisirs, auprès de prestataires ou de sites de réservation en ligne conventionnés par l'ANCV. Il est utilisable en France ou au sein de l'Union européenne. Le chèque-vacances a une durée de validité de **2 ans**.

Les chèques émis en 2024 sont valables jusqu'au 31 décembre 2026 : le chèque-vacances peut se présenter sous la forme :

- d'un carnet de chèques en coupures de 10, 20, 25 et 50 € (chèque-vacances Classic) ;
- ou en version dématérialisée pour une utilisation en ligne exclusivement (chèque-vacances Connect).

Il vous est possible d'échanger le format Classic pour un format Connect ou inversement.

À savoir : en fin de validité, il est possible de les échanger **jusqu'au 31 mars de l'année suivant leur expiration** pour un même montant, hors frais de traitement et d'envoi (sous condition que le montant des chèques dépasse 30 €). Par exemple, si vous avez un titre émis en 2022, il est valable jusqu'au 31 décembre 2024 mais vous pourrez l'échanger jusqu'au 31 mars 2025.

À noter : les Caisses d'allocations familiales proposent également aux allocataires, sous conditions de ressources, un dispositif de chèques-vacances. Le montant varie en fonction du nombre d'enfants à charge et la participation de la Caf dépend du quotient familial. Vous pouvez vous renseigner auprès de votre Caf de rattachement.

Qui peut en bénéficier ?

Toutes les entreprises peuvent proposer des chèques-vacances mais le dispositif n'est pas obligatoire pour l'employeur, et le salarié peut aussi choisir de les acquérir ou pas.

Pour plus d'informations : Action sociale de l'État / [Les chèques-vacances](#) - Source : [Service-Public.fr](https://service-public.fr)

Voyage en avion : vol retardé

Votre vol est retardé et vous voulez savoir quelles sont les obligations de votre compagnie aérienne ?

Si elle ne respecte pas les horaires de ses vols, la compagnie doit vous prendre en charge et vous indemniser.

Vous vous posez les questions suivantes ?

A quelles conditions a-t-on droit à une prise en charge en cas de retard de vol ?

Quelle est l'assistance prévue en cas de retard vol ?

Peut-on se faire rembourser son billet en cas de retard de vol ?

A quelle indemnisation a-t-on droit en cas de retard de vol ?

Que faire en cas de litige à la suite d'un vol retardé ?

Cliquez sur : service-public.fr



GOELIA

1 semaine achetée = 1 semaine offerte dans de nombreuses résidences GOELIA pendant tout l'été.

Offres Fondation Jean Moulin

> Vacances > Voyages et séjours > **Goélia** via <https://www.fjm-loisirs.fr>



FRAM

Profitez de notre nouvelle offre exceptionnelle spéciale Ponts du mois de mai 2025 à Marrakech et tombez sous le charme de la ville rouge. Profitez de cette opportunité unique pour découvrir ou redécouvrir cette ville envoûtante à un tarif défiant toute concurrence.

Offres Fondation Jean Moulin

> Vacances > Voyages et séjours > **FRAM et PLEIN VENT** via <https://www.fjm-loisirs.fr>



CAMPINGS.COM

En manque d'inspiration pour le choix de la destination de vos prochaines vacances ? Que ce soit en mobil-home, chalet, bungalow, cottage ou hébergement insolite, trouvez la destination qui vous ressemble.

N'attendez plus et profitez de notre large choix de destinations partout en Europe. Trouvez facilement le mobil-home dans le camping de vos rêves et embarquez pour des vacances réussies !

Offres Fondation Jean Moulin > Vacances > Campings > **CAMPINGS.COM** via <https://www.fjm-loisirs.fr>



BELAMBRA

Pour vos vacances d'été 2024, offrez-vous un agréable séjour au sein d'un Club Belambra. Que vous voyagiez en famille, en couple ou entre amis, nos vacances Belambra clubs sont conçues pour répondre à tous vos besoins. Nous vous offrons un hébergement confortable, des équipements de qualité et un service attentif pour que vous puissiez profiter pleinement de votre séjour. Ne manquez pas cette opportunité de vivre des vacances d'été inoubliables ! Date de validité : Jusqu'au 2 août inclus.

Offres Fondation Jean Moulin > Vacances > Voyages et séjours > **BELAMBRA** via <https://www.fjm-loisirs.fr>



AZUREVA

Nous avons le plaisir d'annoncer l'ouverture des réservations pour nos établissements en montagne pour l'hiver 2024-2025. Pour être certains de profiter pleinement de la neige et des plaisirs hivernaux, ne tardez pas à réserver dès maintenant. Nos villages vacances et résidences en haute montagne sont très prisés et les places partent vite. Réservez tôt pour garantir votre séjour et bénéficier des meilleures disponibilités.

Offres Fondation Jean Moulin > Vacances > Campings > **AZUREVA** via <https://www.fjm-loisirs.fr>



Vous souhaitez bénéficier de plus de temps pour lire la lettre de l'action sociale chez vous ?

Vous partez en retraite et souhaitez continuer à suivre l'actualité du ministère de l'Intérieur avec la lettre d'action sociale et l'Acturetrainte ?

Une solution : adressez-nous votre adresse électronique personnelle sur la boîte : action.sociale@interieur.gouv.fr avec vos nom, prénom et votre position administrative (en activité ou en retraite).

Vous recevrez ainsi les lettres électroniques « Action sociale Infos » mensuelle et « ActuRetraite » annuelle et serez informé(e) régulièrement de l'actualité sociale ministérielle et interministérielle.

Du côté de l'ANAS...

Les villages vacances de l'ANAS vous attendent !

Le Bretania à Saint-Quay-Portrieux (Côtes d'Armor) – Une résidence composée de studios et appartements de 2 à 6 places, à partir de 315 €/semaine en cette saison estivales. Il reste quelques places libres du 6 juillet au 31 août.

Renseignements et réservation sur bretagne@anas.asso.fr ou au **02 96 70 42 88**.

Tréveneuc (Côte d'Armor) – Un village vacances en formule gîte, mobil-home (nouveau), camping ou camping-cars, dans un site protégé exceptionnel en bord de mer. En formule gîte 2/4 personnes à partir de 430 €/semaine.

Renseignements et réservation sur bretagne@anas.asso.fr ou au **02 96 70 42 88**.

Cannes-la-Bocca (Alpes-Maritimes) – Un village vacances en formule gîte 2/4 ou 4/6 personnes. Situé sur la Côte d'Azur, notre structure vous accueille cet été à partir de 460 €/semaine. Deux places pour le parc aquatique Aquaspash vous seront offertes pour toute réservation d'un séjour.

Renseignements et réservation sur cannes@anas.asso.fr ou au **04 93 47 20 11**.

Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) – Un village vacances qui vous accueille entre mer et montagne, au cœur du patrimoine Catalan, en formule mobil-home 4 ou 6 places, ou en formule camping. La semaine à partir de 425 € cet été.

Renseignements et réservations sur rivesaltes@anas.asso.fr ou au **04 68 38 53 54**

La-Seyne-sur-Mer Fabregas (Var) – Un village vacances en bord de Méditerranée, avec des hébergements en mobil-homes 4 ou 6 places. Des vacances au bord de l'eau à partir de 655 €/semaine.

Renseignements et réservation sur fabregas@anas.asso.fr ou au **04 94 58 00 53**.

Pour en savoir plus : rendez-vous sur le site Internet de l'[ANAS](https://anas.asso.fr)

Vous trouverez également les affiches en téléchargement sur le site Intranet de l'action sociale :

<https://actionsociale.interieur.rie.gouv.fr/index.php/2-non-categorise/996-les-villages-vacances-de-l-anas-vous-attendent>



La fondation Louis Lépine accueille les jeux olympiques !

La fondation Louis Lépine a accueilli dans ses locaux l'exposition "Histoire, Sport & Citoyenneté", qui retraçait 128 ans d'histoire olympique et sportive.

Ce programme éducatif, a été proposé en accord avec la CASDEN Banque Populaire, a mis en exergue 30 destins exceptionnels, individuels ou collectifs, à travers 30 olympiades et 30 valeurs citoyennes.

Il visait à soutenir la promotion du sport et les valeurs de l'olympisme.

L'exposition a été installée jusqu'au 14 juillet au 1, rue Massillon - 75004 Paris.

Fondation Louis Lépine



Journées Européennes du Patrimoine

> **Vendredi 20, samedi 21 et dimanche 22 septembre 2024**

Pour sa 41^e édition, les Journées européennes du patrimoine auront pour thèmes « le patrimoine des itinéraires, des réseaux et des connexions et le patrimoine maritime ». Ces journées offrent l'opportunité de visiter des monuments et des sites, souvent exceptionnellement ouverts.

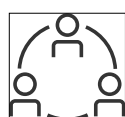
Pour plus d'information : [ministère de la Culture](https://www.culture.gouv.fr/fr/le-patrimoine/journées-européennes-du-patrimoine)

Semaine européenne de la mobilité

> **Du 16 au 22 septembre 2024**

Cet événement a pour objectif d'inciter les citoyens et les collectivités dans de nombreux pays européens à opter pour des modes de déplacements plus durables.

Pour plus d'information : [ministère de l'Écologie](https://www.ecologie.gouv.fr/fr/la-semaine-europeenne-de-la-mobilité)



Formation spécialisée du comité social d'administration de réseau des préfetures et des secrétariats généraux communs départementaux (CSAR PREF/SGCD)

> **Jeudi 26 septembre 2024**

Salle des Commissions à 14 h 30 - Immeuble Lumière - 40, av. des Terroirs de France - Paris 12^e.



ARRIVÉE/DÉPART

Arrivée à la SDASAP/DRH :



Mélanie Samson, a pris ses fonctions en qualité d'adjointe au sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement et remplace Marianne-Frédérique Pussiau.



Jean-Baptiste Rondreux, a pris ses fonctions en qualité de chef de projet transverse à la section Appui aux réseaux des professionnels de soutien au bureau des conditions de vie au travail et de la politique du handicap et remplace Leila Mbouombouo.



Araniya Sutharsan, a pris ses fonctions en qualité de secrétaire à la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel et remplace Amélie Gogry.

Arrivée à la SDPASP/DRHFS :

Sylvie Amorim, a pris ses fonctions en qualité d'adjointe à la cheffe de la mission Handicap au bureau du soutien des personnels et des familles (BSPF).

Départ à la SDPASP/DRHFS :

Eric Gorzelanczyk, chef du pôle partenariats au bureau de la prévention et de la qualité de vie au travail (BPQVT) a fait valoir ses droits à la retraite.

Philippe Zanardi, commissaire général, chef du département de l'accompagnement des personnels (DAP) a fait valoir ses droits à la retraite.

Tsotso Placca, psychologue clinicienne en administration centrale au service de soutien psychologique opérationnel (SSPO) a rejoint la Ville de Paris.

Nutrition : manger de saison chaque mois !

Au-delà de leur impact écologique moindre (réduction des transports et des équipements nécessaires à leur conservation), la consommation des fruits et légumes de saison, c'est aussi de meilleurs apports nutritionnels, sans oublier le goût !

Pour en savoir plus :
Site Santé publique France :
www.mangerbouger.fr

